

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 221

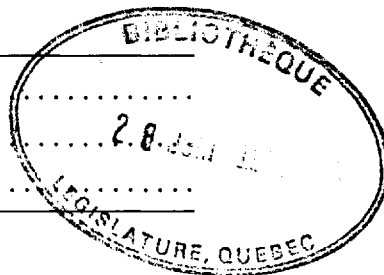
(PRIVÉ)

**Loi concernant certains recours en matière  
de responsabilité médicale ou hospitalière**

---

Première lecture .....	.....
Deuxième lecture .....	.....
Troisième lecture .....	.....

---



PRÉSENTE

Par M. REED SCOWEN

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2



## Projet de loi n<sup>o</sup> 221

(PRIVÉ)

Loi concernant certains recours en matière  
de responsabilité médicale ou hospitalière

ATTENDU que Paul-Henri Gaudreau et Alfred Henry Warf allèguent avoir subi un préjudice du fait d'un acte médical accompli avant le 1<sup>er</sup> janvier 1972;

Qu'ils allèguent avoir constaté ce préjudice avant le 1<sup>er</sup> janvier 1972;

Que, le 12 juin 1974, la Cour suprême du Canada a décidé, dans l'arrêt *Hôpital Notre-Dame c. Patry*, que le délai de prescription applicable dans tous les cas de lésions ou blessures corporelles, y compris celles résultant de la mauvaise exécution d'un contrat de soins médicaux ou hospitaliers, était d'un an;

Qu'en raison de cet arrêt, Paul-Henri Gaudreau et Alfred Henry Warf ont décidé de ne pas intenter d'action contre les personnes qu'ils estimaient responsables du préjudice qu'ils avaient subi;

Que la Loi modifiant certaines prescriptions (1974, chapitre 80) a porté à trois ans le délai de prescription applicable en matière de responsabilité médicale ou hospitalière et que cette loi contenait aussi des dispositions applicables aux actions nées plus d'un an avant son entrée en vigueur;

Que Paul-Henri Gaudreau et Alfred Henry Warf n'ont pu se prévaloir de cette loi pour intenter leur action;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Paul-Henri Gaudreau peut réclamer en justice des dommages-intérêts de toute personne qu'il allègue être responsable

d'un préjudice qu'il prétend dû à un acte médical accompli entre le 16 septembre et le 4 octobre 1969.

**2.** Alfred Henry Warf peut réclamer en justice des dommages-intérêts de toute personne qu'il allègue être responsable d'un préjudice qu'il prétend dû à un acte médical accompli entre le 2 septembre 1970 et le 13 février 1971.

**3.** L'article 2260a et le paragraphe 2 de l'article 2262 du Code civil ne s'appliquent pas à un recours exercé en vertu des articles 1 ou 2.

Un tel recours doit être exercé dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**4.** Le délai de prescription de l'article 2495 du Code civil commence à courir à la date à laquelle le recours autorisé par la présente loi est exercé.

**5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.